

## **Philippe SAUZAY**

*Entre février 1964 et janvier 1969, Monsieur Philippe Sauzay a été chargé de mission puis conseiller technique au cabinet d'André Malraux. Il a vécu de près les retentissements que les événements de Mai 68 ont occasionnés au ministère des Affaires culturelles. Il confie en exclusivité à Présence d'André Malraux sur la Toile une passionnante analyse de ce moment étrange de la vie politique et culturelle française, à laquelle il joint ses souvenirs personnels témoignant de la vive réactivité qui régnait rue de Valois.*



### **Malraux et le ministère des Affaires culturelles en Mai 68 (Seconde partie)**

*La première partie du texte de Philippe Sauzay constitue l'article 144 de Présence d'André Malraux sur la Toile (décembre 2012).*

La vie du ministère se poursuivait tant bien que mal. Au fur et à mesure, tandis que le flou gouvernemental donnait l'impression que le régime connaissait des difficultés qu'il ne pouvait pas affronter convenablement et qui pouvaient conduire à sa chute dans l'indifférence, le climat se dégradait. Dans les services, nos interlocuteurs habituels commençaient à nous regarder comme des ombres destinées à disparaître sous bref délai. Certains, que nous connaissions et croisions quotidiennement dans les couloirs, ne nous saluaient même plus ou ne répondaient pas à nos saluts.

Les directeurs et chefs de service, qui avaient davantage d'expérience, et pensaient que la vie politique est faite de retournements, et qu'il faut savoir durer, venaient voir Malraux ou nous voir, assez mal à l'aise, le regard sombre et les yeux

cernés, et, d'une voix sépulcrale, nous détaillaient les difficultés et les incertitudes du jour, dont l'essentiel provenait des informations qu'ils récoltaient dans une presse suractive. Peu d'idées, peu de dynamisme, on était entre parenthèses, en panne.

Dans cette situation troublée, que faire, en effet, d'utile ? Dans notre domaine, comme dans bien d'autres, on ne discernait pas de revendications véritablement révolutionnaires, mais une collection de mécontentements déjà latents avant mai, avec des bouffées de romantisme pour clamer le désir d'une vie plus belle, auxquels il était difficile d'apporter tout à coup des solutions : malaise des animateurs culturels en tout genre, en particulier dans le théâtre, mise en cause des méthodes d'enseignement des beaux-arts et des arts décoratifs, appel au renouveau culturel et à la discussion permanente. En quoi le mouvement en cours proposait-il des solutions, derrière des slogans sympathiques ou farfelus ? La peur ne nous habitait pas non plus. En dehors des images d'incendies de voitures qui étaient périodiquement diffusées, pas de raison de s'affoler. La gêne croissante que faisaient naître les grèves, l'absence d'essence pour les voitures, et les autres soucis de la vie quotidienne provoquaient plutôt un sentiment de lassitude. L'inquiétude venait d'une certaine peur devant l'absurde : on ne savait pas exactement ce que voulaient les gens qui manifestaient – eux-mêmes le savaient-ils qui ne l'exprimaient pas clairement ? On ne savait pas pourquoi le général de Gaulle, duquel on attendait qu'il sonnât le retour à l'ordre, se trompait dans ses interventions, comme Georges Pompidou, et pourquoi il avait disparu, laissant la France en plan... Les tentatives de politiciens recrues, mais pas tellement convaincus des chances de leur démarche pour remplacer de Gaulle, n'étaient pas prises au sérieux.

Aussi, après l'éclipse du 29 mai, le retour du Général, rendu à la France dès le 30 avec une pugnacité retrouvée, marqua une première étape essentielle vers le rétablissement de la vie normale. Je crois que le succès de la manifestation du 30 mai sur les Champs-Élysées s'expliquait certes par l'ardeur des véritables gaullistes qui voulaient, en défilant à leur tour dans la rue comme le faisaient les étudiants et les autres manifestants depuis le début des événements, apporter leur soutien à leur chef, mais aussi par le soulagement d'un grand nombre de participants plus loyalistes que gaullistes, qui exprimaient ainsi leur adhésion au sursaut du général de Gaulle pour faire sortir le pays de cette impasse dans laquelle il semblait être désormais engagé de façon stérile. Naturellement, Malraux était là, au premier rang, au coude à coude avec Michel

Debré et d'autres. Image à la fois touchante et terrible, puisque tout à coup on s'apercevait que ces hommes capables et expérimentés, et bien d'autres présents tout autour retrouvant leur voix, n'avaient pas, dans cet intervalle, été capables de rassurer eux-mêmes les Français ou même de contribuer au retour au calme et à la raison. Les photos diffusées sont assez cruelles qui montrent au premier rang de la foule en marche un homme vieilli, arc bouté avec d'autres hommes, comme des caricatures d'un autre âge, à la face déformée par des rictus. A coup sûr, Malraux faisait partie de ceux qui entendaient par leur présence manifester à de Gaulle un indéfectible attachement, dans lequel n'entraît pas, comme chez d'autres, ce sentiment de soulagement personnel pour la place conservée malgré la tourmente. Plusieurs membres du cabinet de Malraux étaient présents, les gaullistes historiques agglomérés au noyau des fidèles, et les autres, venus sans contrainte, se bornant à défiler sur les flancs ou dans les vagues du cortège, de façon très anonyme.

Après le 30 mai, une date importante pour nous fut celle du 14 juin. Dans la nuit du 13 au 14, Antoine Bernard me téléphona pour m'informer qu'il avait été prévenu que la police ferait évacuer le théâtre de l'Odéon tôt le matin du 15. Le préfet de police, Maurice Grimaud, lui avait demandé d'être présent, ce que Malraux consulté avait accepté. Mais Bernard ne voulait pas être le seul représentant du ministère : aussi me demanda-t-il si je pouvais être à ses côtés, ainsi qu'Alain Trapenard, un autre collègue du cabinet, qu'il avait prévenu. Je lui donnais mon accord et le rendez-vous fut pris pour le lendemain matin devant le théâtre. En 2008, Hubert Poyet, qui était membre du cabinet en 1968, auquel je reparlais de cet évènement, m'a raconté que, peu de jours après l'occupation de l'Odéon, il était de permanence au ministère un dimanche. Malraux, de passage, l'avait alors prévenu que la reprise du théâtre était imminente. Poyet avait aussitôt appelé Antoine Bernard qui n'était pas au courant et avait donc à son tour immédiatement téléphoné à Michel Jobert, directeur du cabinet de Georges Pompidou à Matignon. On ne sait ce qui s'était passé ensuite, mais l'opération n'eut pas lieu à l'époque. Et pourtant, il semble bien qu'elle ait été ordonnée par de Gaulle dès son retour le 30 mai. Il devait considérer qu'il fallait reprendre l'initiative pour mettre fin à la «chienlit» en faisant notamment procéder à cette évacuation. Elle fut, en définitive, jugée prématurée et sans doute risquée, si bien qu'on l'ajourna.

Le 15 au matin, tout le monde était sur place. Les forces de police étaient disposées tout autour du théâtre, visibles ou non. Pour les commander, le préfet de police. A son signal, un premier élément gravit les marches extérieures de l'édifice et s'introduisit dans le bâtiment, sans rencontrer de résistance. Une grande prudence était de mise car le bruit circulait que des éléments armés et violents, qu'on désignait sous le vocable de Katangais, s'étaient installés dans les hauteurs du théâtre. La progression de la police en était d'autant ralentie. Au bout d'un moment, on nous fit signe d'entrer. Nous nous trouvions dans le hall, devant les guichets abandonnés du contrôle et de la délivrance des billets. Personne, en dehors de notre petite compagnie, attendant, pour continuer, le feu vert des policiers. Nous pûmes pénétrer dans la salle du théâtre. Là, le spectacle d'ensemble était assez désolant : une salle immense et vide, maigrement éclairée, où l'on apercevait des tables et des chaises placées de travers sur la scène jonchée de papiers en désordre. Pour progresser vers la scène, il fallait passer dans les allées entre les rangées de fauteuils d'orchestre. Au fur et à mesure que nous avançons, nous découvrons, couchés sur les sièges ou à même le sol, des garçons et des filles qui s'éveillaient péniblement, s'étiraient en bâillant, et réalisaient que leur rêve s'arrêtait en ce petit matin. Ils n'étaient guère nombreux, et, sans protestation, ils se laissaient conduire dans le hall où on leur demandait leurs papiers d'identité. Mineurs pour beaucoup d'entre eux, ils donnaient le nom et l'adresse de leurs parents pour qu'on les prévienne. Tout se faisait en silence, et, assez vite, le détachement qui avait progressé dans les étages jusqu'aux cintres vint rendre compte qu'il n'y avait personne à redouter : mythe ou réalité, les Katangais s'étaient évaporés.

Je ramassai quelques tracts sur le sol : l'un, estampillé avec son lieu de fabrication «Ecole nationale supérieure des beaux-arts», représentait un CRS ou un gendarme stylisé avec entre les dents une clé anglaise sur laquelle était écrit «RENAULT FLINS»; d'autres en réaction aux diverses annonces faites par de Gaulle proclamaient : «Non à l'intérim d'un dauphin tout puissant. Non à l'article 49», «Nous voterons donc non», «La Constitution n'est pas un paillason, non à l'article 49», «ORTF libre», «Pas de participation sans une information libre», «Qui paie les 200.000 affiches de l'UDR ?» – le tout d'allure artisanale, bien lisible avec quelques illustrations sommaires mais efficaces et parfois très spirituelles. Je conservai aussi un exemplaire d'un *Journal du comité d'information de la Faculté de Médecine de Paris* daté des 14 et

15 mai, et quelques feuilles manuscrites avec des notes hâtives sur un mouvement d'étudiants à Genève où l'on peut lire le nom de Daniel Cohn-Bendit.

L'affaire fut rapidement terminée, dans le plus grand calme, sans cri ni violence. Il est vrai que les rares occupants, engourdis, ne manifestaient aucune pugnacité. Cette opération fut totalement réussie grâce au sang froid et au métier de Maurice Grimaud, et du préfet Jean Paolini, son directeur de cabinet.

Au moment où je consignais ces souvenirs, j'ai consulté la collection d'un quotidien du soir sur la période. Quant à la reprise du théâtre, j'ai été très surpris par la relation qu'en faisait à l'époque le journaliste auteur de l'article sur l'événement. D'abord, il situe le début de l'évacuation par les forces de l'ordre à 9 heures le matin, et l'arrivée du représentant de Malraux à 10 heures 30. Ces horaires m'étonnent doublement : commence-t-on une opération de police si tard si l'on veut surprendre les occupants d'un bâtiment ? Et pourquoi Bernard nous aurait-il prévenus de façon si personnelle tard dans la nuit si notre présence au côté de Grimaud n'avait été prévue que dans le courant de la matinée ? Je me souviens fort bien de sa convocation d'avoir à nous retrouver très tôt sur place. Ensuite, le journaliste consacre des développements aux Katangais qui auraient été précédemment expulsés de l'Odéon par les étudiants eux-mêmes, alors qu'il décrit la progression des forces de l'ordre à l'intérieur comme étant ralentie par la menace vraisemblable de ces Katangais, sans compter les inventaires qu'il dresse pour des armes en tout genre qu'on aurait retrouvées dans des caches ou entreposées sans précaution dans plusieurs endroits de l'Odéon. Comme je l'ai dit, j'ai le souvenir d'une avancée assez rapide de la police à l'intérieur, et je me demande si les journalistes, comme affolés à l'époque par un désir d'entretenir une vision épique des événements dont ils rendaient compte, n'ajoutaient pas dans leurs papiers de tels assaisonnements pimentés pour mieux retenir l'attention de leurs lecteurs et souligner leur propre intrépidité en face des dangers de leur profession.

Dans la période comprise entre le 30 mai et le 14 juin, nous avons pris déjà plusieurs initiatives pour rétablir la confiance dans le ministère et nous remettre au travail.

Au fond, nous ne mesurons pas encore à quel point le mouvement de Mai 68 allait avoir de conséquences dans l'évolution de la société française. Mais nous le

presentations, même si nous ne pouvions pas faire le catalogue des changements à prendre en compte, ni apprécier la profondeur et le caractère définitif des revendications exprimées, essentiellement quant à la transformation des mœurs et des relations sociales par la mise en cause de toute autorité et de toute contrainte imposée à l'individu.

Notre intention fut cependant de tirer parti de la situation en essayant de faire avancer, dans notre domaine, certains des projets qui nous tenaient à cœur. C'est ce qui explique la tenue d'une série de réunions internes «au sommet» dont j'ai retrouvé la succession dans quelques notes personnelles destinées à relever les positions de chacun et les décisions arrêtées.

Dès le 1<sup>er</sup> juin, Antoine Bernard convoque les membres du cabinet ainsi que les principaux responsables de ce ministère, macrocéphale du seul fait de la présence de Malraux à son sommet, mais dont les aspirations étaient si peu présentes dans la société d'alors. Bernard constatait que l'on échangeait ici et là des platitudes conservatrices et qu'il fallait engager un dialogue avec l'extérieur en soulignant la différence de nature entre l'action de notre ministère et de tout ce qui l'avait précédé. C'était bien l'avis de Pierre Moinot, directeur général des Arts et Lettres, d'André Chamson, directeur général des archives de France, et de Bernard Anthonioz, chef du service de la création artistique. On passa en revue les divers secteurs. Jean de Saint Jorre, chef du service des enseignements artistiques, constata l'effervescence dans nos écoles supérieures. Des commissions de réflexion se mettaient en place, mais il était difficile de trouver de véritables représentants des étudiants. En province, où la révolution culturelle avait eu lieu avec un peu de retard, la contestation restait négative, mais on voyait s'esquisser un effort de synthèse entre plusieurs établissements locaux. Jean Chatelain, directeur des Musées de France, rappela que si les musées nationaux restaient fermés, certains comme Versailles et Fontainebleau, étaient prêts à rouvrir. Jean Sérignan, directeur de l'Administration générale, se référa à la promesse faite par Malraux de créer un certain nombre de comités techniques paritaires, organismes de concertation consultés notamment sur l'organisation générale des services du ministère. Il fallait, selon ce directeur, bousculer nos structures bureaucratiques. On se sépara en prenant date pour une prochaine rencontre.

Une réunion consacrée aux enseignements artistiques présidée par Malraux fut ensuite tenue dans le bureau d'Antoine Bernard le 7 juin. Les grandes écoles parisiennes

étaient encore occupées. Pierre Moinot suggéra de les fermer jusqu'en décembre et de créer des «structures d'accueil de revendication» en estimant que nos écoles étaient plus révolutionnaires que réformatrices. Il proposait que Malraux institutionnalise le dialogue, les écoles étant fermées pour permettre la réflexion, sans annoncer que nous avions des réformes déjà prêtes. Max Querrien, directeur de l'architecture, parla de la spécificité de ce secteur, de la nécessité de préparer à notre usage une plate-forme en vue d'un dialogue très ouvert, et de prendre conscience que nous avions des mesures de liquidation à décider, telle que la suppression de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts. Marcel Landowski, chef du service de la Musique, insista sur l'obligation d'apporter assez rapidement des réformes, en notant que ce qui était proposé par les étudiants allait dans le sens de ce que nous avions déjà entrepris et qu'il fallait donc accélérer. Malraux remarqua alors que nous devions aller le plus loin possible dans les réformes, mais en étant sûrs à l'avance de l'accord du général de Gaulle et du Premier ministre. A la fin de la réunion, Bernard résuma les orientations adoptées : prendre rang pour le collectif budgétaire qui pourrait être décidé en faveur de l'enseignement, une fois le calme revenu ; réfléchir à une plate-forme de réformes pour les actions du ministère ; être audacieux mais prudents vis-à-vis de l'extérieur, afin de sanctionner quelque chose réellement voulue par la base ; faire la liste des mesures «négatives» à prendre ; quant à l'enseignement des beaux-arts, mettre au point une déclaration faisant apparaître que les établissements étaient laissés aux élèves et aux professeurs, que les examens n'auraient plus lieu comme «avant», et que la discussion restait ouverte.

Une nouvelle réunion se tint sans attendre, le lendemain 8 juin, sous la présidence de Bernard, en présence de tous les directeurs et chefs de service, et des membres du cabinet. Son objet était d'arrêter la liste des mesures à proposer à court terme dans différents secteurs de notre activité.

Antoine Bernard récapitula ce qui avait déjà fait l'objet d'un accord la veille en matière d'enseignements artistiques : dans les jours prochains, rendre publique une déclaration pour affirmer que nous étions prêts dans nos secteurs d'enseignement à mener à bien de profondes réformes auxquelles nous nous préparions déjà avant mai ; annoncer des mesures négatives immédiates, par exemple que l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts avait vécu ; préparer le collectif budgétaire pour obtenir du gouvernement la création de postes et des moyens de fonctionnement supplémentaires ;

enfin confirmer que les établissements d'enseignement continuaient à être à la disposition des étudiants et des professeurs. On passa aux autres secteurs. Préalablement, Pierre Moinot se déclara partisan d'une intervention radiotélévisée de Malraux. Puis Chatelain en vint aux musées. Il évoqua la possibilité de récompenser le personnel qui avait continué à assurer son service. Il tira la leçon des jours passés en soulignant que la protection des œuvres essentielles et précieuses n'était pas assurée convenablement. Il fallait avoir une politique plus dynamique vis-à-vis du public, ouvrir davantage nos maisons, revoir les horaires, l'accueil, généraliser le radioguidage, accroître le nombre des gardiens. Les conservateurs de musée étaient disposés à participer à l'action culturelle, mais avec des structures adaptées. Antoine Bernard insista pour que, sans attendre, on règle la question des horaires, qu'on repense la politique des musées en termes d'action culturelle avec des expériences immédiates en ce sens dans un ou plusieurs musées, par exemple celui d'Art moderne. Chamson intervint pour estimer qu'il y avait trop d'expositions, qu'il fallait les maintenir mais les contrôler. Holleaux, directeur du centre national de la cinématographie, considéra comme urgent de revoir le problème de la censure sur les films, de suivre la réforme fiscale du cinéma annoncée pour janvier 1969, et de libérer le centre de la tutelle excessive de la direction du Trésor. Moinot reprit la parole pour sa direction générale : il fallait en modifier la structure en la renforçant et y créer un service d'information ; des structures régionales étaient à instituer, permettant de décentraliser nos informations et nos décisions ; il fallait aller vite financièrement en créant un fonds d'investissement culturel ; il insistait sur le fait que nous devons être un «ministère de contact». Il détendit un peu l'atmosphère en rendant compte d'une réunion à laquelle il avait assisté dans laquelle l'un des participants qui n'avait pas bien compris son nom lui donnait constamment du «Monsieur Loiseau». Ensuite, Bernard Anthonioz parla de la commission d'achat du Fonds national d'action culturelle et de l'aménagement du circuit financier du 1 % qui permettait de passer des commandes à des créateurs pour la décoration des établissements scolaires. Francis Raison, directeur des théâtres et des maisons de la culture, fit part de l'isolement qualifié par lui de total des animateurs, de la nécessité de former des hommes nouveaux et insista à son tour sur la place à donner à l'information. Enfin Jean Sérignan fit le point sur les négociations sociales en cours et

sur les discussions à mener sur les statuts des divers corps de fonctionnaires du ministère.

Tout cela faisait avancer la réflexion, mais l'heure ne se prêtait toujours pas à des réalisations immédiates, pouvant recueillir l'assentiment de nos interlocuteurs dans les structures concernées.

Aussi Antoine Bernard dut-il ne pas relâcher ses efforts. Conformément à ce qui avait été décidé sur un des sujets précédemment évoqués, le ministère publia dans la presse le 15 juin un communiqué annonçant une réforme profonde des enseignements artistiques.

Le 6 juillet, on fit le point sur la situation à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts. Aux membres du cabinet et aux chefs de service intéressés, assistés de leurs collaborateurs, on avait adjoint quelques têtes nouvelles réputées pour leur connaissance et leur bonne appréciation de la situation. Bernard mit les choses au point d'entrée de jeu : comment remettre en marche cette maison, étant posé qu'il y avait nécessité d'une réforme profonde, mais qu'on ne pouvait pas raisonner comme s'il y avait eu une révolution.

On passa à l'état des lieux : le dispositif policier était en cours d'allégement ; la désinfection des locaux allait s'achever, et la dératisation serait effectuée dans la prochaine semaine. Tous les locaux de l'hôtel de Chimay étaient pratiquement remis en état ; les amphithéâtres étaient en cours de nettoyage et seraient disponibles dans une dizaine de jours ; il fallait encore enlever les affiches collées sur les murs. Les dégâts étaient évalués à 12 millions de francs (anciens), mais l'architecte responsable du bâtiment en demandait 50 en tout pour les réparations et l'entretien. Il y avait très peu d'étudiants dans les assemblées délibérantes. Beaucoup avaient rejoint les plages ou préparaient leurs vacances. On compara les deux établissements nationaux : l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, qui débouchait sur la vie professionnelle, était plus dynamique que l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts où l'enseignement officiel avait un caractère plus inadapté.

A la fin, Bernard souligna la nécessité de renouer avec les parties prenantes en juillet. Il faut, insista-t-il, donner nos orientations générales comme point de départ, accepter une période transitoire, et spéculer sur l'originalité de chacune des écoles.

Le 24 juillet, ce fut au tour de l'action culturelle d'être au centre d'une réunion chez Antoine Bernard. Son objet en avait été précisé par sa note du 17 juillet : « Au cours des prochains mois, le Ministre se propose de rechercher et de favoriser des formes nouvelles d'action culturelle distinctes des Maisons de la Culture et des Centres Dramatiques... susceptibles de contribuer à la mise en place d'un véritable réseau couvrant tout le territoire. En vue de déterminer la manière d'aborder ce nouvel aspect de notre action, ainsi que les moyens qui nous seront indispensables dès 1969 pour mieux approcher ce problème et entreprendre quelques expériences, j'organise une réunion... » Y étaient convoqués trois conseillers techniques du cabinet Alain Trapenard, François Gresland et moi-même, les directeurs et chefs de service Moinot, Raison, Anthonioz, Landowski, ainsi qu'Augustin Girard, chef du service des études, nouveau venu dans ce type de réunions. Mes notes manuscrites sont assez succinctes. Elles relèvent cependant que, pour les musées, Chatelain, une fois encore, estimait qu'il s'agissait essentiellement d'un problème de moyens : en les accroissant, on transformerait l'action culturelle. Ce point de vue agaçait Bernard, qui considérait qu'il fallait surtout favoriser des expériences nouvelles dans les années à venir. Anthonioz posa la question du rapport avec les créateurs. Après quelques échanges, Girard résuma les conclusions de cette séance : former immédiatement des animateurs culturels ; créer des liens avec l'école et l'Université ainsi qu'avec les villes et les départements ; changer le contenu de la culture, en constatant que l'action culturelle liée au spectacle était dans l'impasse, et qu'il fallait la brancher d'une part sur le cadre de vie et d'autre part sur la télévision.

Le lendemain, 25 juillet, je rédigeais une note de commentaires à destination de Bernard. D'abord, il me semblait que le rapport avec les créateurs était assez étranger à l'action culturelle elle-même, mais que cette question avait été mentionnée par Anthonioz parce que, comme Moinot, ils éprouvaient le dépit de responsables qui s'aperçoivent que les créateurs les avaient toujours regardés comme ce qu'ils étaient, c'est-à-dire des fonctionnaires gestionnaires, et non des traits d'union privilégiés entre Malraux et eux. J'estimais aussi que la position de Chatelain était insuffisante, que celle de Raison, qui parlait de l'existence de «différents publics» à satisfaire distributivement, était trop sectorielle au regard de l'objectif polyvalent qui devait être assigné aux animateurs. J'étais d'accord avec le constat de Girard faisant le procès de l'action

culturelle en ce qu'elle était trop liée au spectacle. Je soulignais la nécessité de donner une véritable cohérence à notre politique dans le secteur des musées de province, et d'accepter que l'action culturelle ne soit pas l'affaire d'une direction particulière du ministère, mais de toutes.

Après cela, on entra dans la période des vacances, toute théorique pour les membres du cabinet qui reçurent l'instruction de rester présents. Nos petits soucis culturels passèrent au second plan, tandis que prenaient le pas sur eux d'autres enjeux, plus politiques et plus immédiats.

Cependant, avec une ardeur extraordinaire ainsi qu'une intelligence pénétrante, et un sens admirable de l'intérêt de l'Etat, Antoine Bernard jouait son rôle d'animateur en chef de l'action du ministère, en rendant compte régulièrement à Malraux, dont il était en raison de sa fonction, mais aussi du lien de confiance qui s'était établi entre eux, l'interlocuteur quotidien respecté de tous. Cette relation particulière entre eux nous donnait la garantie que le Ministre était complètement informé de nos efforts et les encourageait, même s'il ne pouvait pas être présent à toutes nos rencontres, ni avoir avec chacun d'entre nous un dialogue particulier. Bernard voulut donner rapidement davantage de corps à l'administration territoriale du ministère que nous avons commencé à mettre en place avec, depuis 1963, l'institution de comités régionaux des affaires culturelles. A la suite d'une mission d'étude conduite en 1968, succédèrent à ces comités à partir de 1969 des directions régionales des affaires culturelles, créées d'abord à titre expérimental dans cinq régions et généralisées jusqu'en 1977 où s'acheva leur mise en place sur toute la France.

C'est ainsi que fut organisé le 2 octobre à Royaumont un séminaire de trois jours réunissant nos correspondants régionaux et tous les responsables parisiens qui devaient avoir part à la réflexion en cours sur l'avenir du ministère.

Bernard y fit un exposé inaugural magistral. La question était bien : que voulons-nous faire de notre ministère en France ? Il présenta un historique de la politique des beaux-arts avant 1959, jusqu'à la création du ministère, avec alors la constitution d'un appareil administratif autonome à partir du regroupement d'un certain nombre de directions et de services, pour l'essentiel dépendant jusqu'alors de l'Education nationale. Reprenant l'une des formules célèbres de Malraux, il affirma que, pour le

ministre et son équipe, «l'art est le rival du réel, non son ornement». Ce n'est pas seulement un objet de connaissance ou de délectation, mais aussi de sensibilité, d'amour. Dans notre société, ce n'est pas parce que les loisirs créent un besoin de culture que nous devons agir, mais c'est une action sur la société qu'il faut tenter d'exercer.

Quant aux interventions et débats qui suivirent, je me suis reporté à une transcription personnelle de trente demi-pages, comportant sans doute des lacunes du fait de la nature même des débats et du nombre des intervenants.

On passa tous les secteurs en revue. Moinot exposa ce que pouvaient être les critères de l'action culturelle. On donna la parole à plusieurs chefs de service, directeurs d'archives départementales, conservateurs de musées de province, en fonction dans des capitales régionales, qui dressèrent un tableau des situations locales, en exprimant, le cas échéant, les attentes qu'ils avaient détectées.

On se sépara, mais, déjà sur ce point capital pour la crédibilité et l'efficacité du ministère, l'élan était donné puisque peu de mois après était décidée, dans la logique des travaux de Royaumont, la mise en place expérimentale de directions régionales des affaires culturelles, devenue l'une des institutions permanentes essentielles du ministère.

Ainsi, après la bourrasque de mai 68, la vie reprenait son cours.

Qu'y avait-il de changé ?

Pour le ministère, malgré le peu qu'il représentait dans l'appareil de l'Etat, se dessinaient des transformations profondes. Le secteur culturel fut sans doute l'un de ceux dans lesquels les remises en question un peu brouillonnes de la révolte des étudiants eurent les conséquences les plus profondes et durables avec la fin du système de l'enseignement supérieur traditionnel des beaux-arts, notamment pour l'architecture, l'exigence d'une plus grande accessibilité aux œuvres d'art, l'extension du champ de l'action culturelle avec sa décentralisation et l'abolition des cloisonnements entre les diverses formes de création, enfin la préoccupation de veiller davantage à une véritable initiation culturelle et artistique dès l'enfance. On imagine assez mal aujourd'hui ce que ces objectifs pouvaient avoir de profondément novateurs tant ils nous semblent aller de soi dans toute politique culturelle. Ce bond en avant, approuvé par Malraux, a sans doute été favorisé par les remises en cause de Mai 68.

Sur le plan des institutions nationales, après l'effervescence, la politique traditionnelle reprit le dessus. Le Général était toujours là. Georges Pompidou, Premier ministre, avait conduit, comme cela lui revenait, des négociations sociales, et il s'employait à calmer la crise sur ce front. Après des élections législatives menées tambour battant et considérées comme un succès pour lui, de Gaulle cependant le remplaçait, en juillet 1968, par Maurice Couve de Murville, quasi inconnu bien qu'il occupât depuis mai 1958 le poste de ministre des Affaires étrangères, avec un bref passage en juin et juillet 1968 comme ministre des Finances. On allait bientôt se mobiliser en vue de l'organisation d'un référendum. En somme, des recettes classiques pour surmonter une crise atypique. Tout rentrait dans l'ordre. Le débat politique habituel reprenait le dessus, avec les mêmes visages tendus vers les mêmes ambitions, les mêmes divisions et les mêmes invectives.

Cela ne suffit pas, pourtant, à rétablir totalement le calme. Après le ballottage de sa réélection en 1965, le Général avait été profondément blessé en 1968 ; les résultats du référendum de 1969 lui portèrent un coup qui provoqua son départ. Ainsi, moins d'un an après Mai 68, il quittait le pouvoir et s'exilait dans un chagrin silencieux, poursuivant la rédaction de ses Mémoires et faisant des patiences pour tuer le temps.

Peu avant l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, je fus reçu à ma demande par André Malraux dont je n'étais plus le collaborateur depuis le mois de mars 1969. Malraux était toujours membre d'un gouvernement, désormais chargé d'expédier les affaires courantes. Je lui demandais si, au cas où on lui en ferait la proposition, il resterait au ministère des affaires culturelles dans un gouvernement nommé par Georges Pompidou. «Evidemment non, me répondit-il, cela n'aurait aucun sens. J'étais le ministre du général de Gaulle, je ne peux l'être d'un autre.» Je lui demandais si, comme cela avait été prévu dans le cadre de la célébration du bicentenaire de la naissance de Napoléon 1<sup>er</sup> en 1969, il prononcerait tout de même le discours attendu sur l'Empereur. «Non», répondit-il aussitôt. «Beaucoup le regretteront, lui dis-je, mais qui le fera alors ? Peut-être le président Georges Pompidou lui-même ?» Le regard de côté, l'œil dirigé vers le haut entre les cils courbes, il dit seulement avec un petit sourire : «Il n'osera pas !»

Ce discours que Malraux ne prononça pas lui aurait peut-être fourni l'occasion de revenir sur des événements plus récents et sur la singularité de la France dont l'histoire mêle sans fin l'ordre et le désordre, qui l'un et l'autre peuvent lui être féconds. Et de reprendre ce qu'il avait dit, dans le discours prononcé le 20 juin 1968 au parc des Expositions de Paris à l'occasion de la campagne pour les élections législatives : «Certes, il faut réformer la Sorbonne et Nanterre, et peut-être tout l'enseignement lorsque l'audiovisuel frappe à la porte. Mais ne voyez-vous pas que la réforme des enseignements, dans le monde entier, tend moins à les réformer, qu'à les remplacer par quelque chose qui est parfois le chaos et voudrait souvent être la fraternité ? Ce que les étudiants, les vrais, attendent d'abord de nous, c'est l'espoir. Mais à côté de l'espoir, il y a le plus fascinant des sentiments négatifs, le vieux nihilisme tout à coup reparu avec son drapeau noir, et qui n'a plus d'espoir que dans la destruction. Nous ne sommes pas en face de besoins de réformes, mais en face d'une des crises les plus profondes que la civilisation ait connues.»

---

### **Monsieur Philippe SAUZAY**

Né le 29 février 1936 à Bône (Algérie).

Etudes au lycée Lakanal à Sceaux, puis au Lycée Michelet à Vanves.

Licence en droit et DES de Droit public.

Elève de l'ENA (1961-1963). Promotion Saint-Just.

- Administrateur civil au ministère de l'Intérieur.
- Chargé de mission puis conseiller technique (février 1964 – janvier 1969) au cabinet d'André MALRAUX, ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles.
- Sous-préfet, directeur du cabinet du Préfet de la région de Franche-Comté (1969-1970).

- Chef de cabinet adjoint puis conseiller technique (novembre 1970 – mai 1974) au cabinet de Valéry GISCARD d'ESTAING ministre, puis ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances.
- Chef de cabinet de Valéry GISCARD d'ESTAING, président de la République (mai 1974 – septembre 1978).
- Préfet de la Sarthe (septembre 1978 – avril 1981).
- Préfet hors cadre, directeur du cabinet de Valéry GISCARD d'ESTAING.
- Conseiller d'Etat (novembre 1986) puis conseiller d'Etat honoraire (depuis février 2004).